

Accueil > Terre > Tribunes

Le développement durable en échec

FEDERICO DEMARIA MEMBRE DE RECHERCHE ET DÉCROISSANCE, CHERCHEUR À ICTA, UAB (BARCELONE, ESPAGNE). , ASHISH KOTHARI MEMBRE DE KALPAVRIKSH (PUNE, INDE) ET ALBERTO ACOSTA PROFESSEUR À FLACSO (QUITO, EQUATEUR) 24 AOÛT 2015 À 17:06

TRIBUNE Basée sur la croissance, l'économie verte n'a pas prouvé son efficacité face au défi écologique. Il existe pourtant des milliers d'initiatives offrant de nouveaux modèles de solidarité et de bien-être.

Face aux crises écologiques et économiques qui empirent et à la dégradation sociale continue, deux larges tendances voient le jour, en quête de soutenabilité, d'égalité et de justice. Il y a d'abord les approches de l'économie verte et du développement durable qui dominent le prochain sommet du climat de Paris et les objectifs de développement durable (ODD) post-2015. A ce jour, ces mesures n'ont pas permis l'harmonisation de la croissance économique, de la protection sociale et de la préservation environnementale. Par ailleurs, les paradigmes de l'écologie politique appellent des changements fondamentaux et remettent en cause la prédominance d'un développement basé sur une croissance fondée sur les carburants fossiles, le capitalisme néolibéral et les prétendues formes de démocratie représentative. En se penchant sur les politiques environnementales internationales de ces quatre dernières décennies, on constate la disparition du radicalisme initial des années 70. Le rapport produit à l'issue du sommet de Rio + 20 de 2012 n'a pas permis d'identifier les racines historiques et structurelles de la pauvreté, de la faim, de la non-durabilité et de l'inégalité. Celles-ci incluent la centralisation étatique, les monopoles capitalistes, le colonialisme, le racisme et le patriarcat. Sans diagnostic de responsabilité, les solutions proposées ne seront jamais suffisamment transformatrices.

De plus, ce rapport n'a pas identifié l'impossibilité d'une croissance illimitée dans un monde fini. Il concevait le capital naturel comme une «richesse économique infinie», laissant la porte ouverte à des accommodements qui, sous la dénomination du capitalisme vert, n'ont pas remis en cause le consumérisme débridé. Beaucoup de crédit fut ainsi accordé aux mécanismes de marchés, à la technologie et à un meilleur management, sous-estimant les changements politiques, économiques et sociaux fondamentaux nécessaires. Toutefois, une diversité de mouvements en faveur d'une justice environnementale émerge dans plusieurs régions du monde. Contrairement au développement durable admis comme étant applicable universellement, ces approches alternatives ne peuvent être réduites à un modèle unique.

Le pape François le dit lui-même dans sa lettre encyclique, tels d'autres leaders religieux comme le dalai-lama, en exprimant la nécessité de redéfinir le progrès : *«Les discussions sur la croissance durable sont généralement un bon moyen de détourner l'attention et d'offrir des excuses à l'inaction. Le langage et les valeurs de l'écologie sont ainsi noyés dans les catégories de la finance et de la technocratie et les responsabilités sociales et environnementales des entreprises sont réduites à des séries de mesures marketing destinées à rehausser leur image.»*

La critique est insuffisante. Nous avons besoin de nos propres récits. Déconstruire le concept du développement ouvre la possibilité d'une multitude de visions du monde nouvelles et plus profondes. Le *buen vivir* inclut une culture de la vie en provenance de peuples indigènes dans plusieurs régions d'Amérique du Sud ; *ubuntu* mettant l'accent sur la réciprocité humaine en Afrique du Sud ; démocratie

écologique radicale ou écologie *swaraj* soulignant l'autonomie et l'autogouvernance en Inde et la décroissance, cette hypothèse que nous pouvons mieux vivre avec moins, plus en partage dans les pays occidentaux.

Ces visions divergent radicalement de la notion du développement actuel, remettant en cause la croyance dogmatique dans la croissance économique et proposant des notions de bien-être. Elles expriment des valeurs fondamentales telles que la solidarité, l'harmonie, la diversité et l'unité avec la nature. Il existe déjà des milliers d'initiatives qui pratiquent de telles transformations socio-économiques : la restitution des territoires et modes de vie aux populations indigènes dans les Amériques, les mouvements zapatiste et kurde pour l'autogouvernance, les économies solidaires, les coopératives de production, les villes en transition et les monnaies locales en Europe, les mouvements liés aux territoires, aux forêts et à la démocratie directe en Amérique latine et en Asie du Sud, pour la progression rapide de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables décentralisées dans le monde.

Nombre de celles-ci constituent une base pour une politique de transformation telle que celle portée par Syriza en Grèce et Podemos en Espagne. C'est ce qui a été appelé le plan C, un projet participatif des communs redynamisant la solidarité sociale. Ce serait là une alternative au plan A (celui de l'austérité) défaillant, et au plan B (la croissance keynésienne basée sur un endettement chronique) imparfait et encore non expérimenté.

L'incapacité ou le refus des procédures de l'ONU à admettre les failles du système économique et politique actuellement dominant et d'envisager un ordre du jour réellement transformateur pour un futur durable et équitable est décevant. Même si la société civile pousse pour occuper plus de place, il nous faut tous continuer de promouvoir des solutions fondamentalement alternatives. Des solutions radicales de bien-être ont peu de chance d'aboutir dans le scénario actuel. Mais ce n'est pas un rêve impossible.

Texte publié dans le Guardian, traduit de l'anglais par Claudia Flavin.

Federico DEMARIA membre de Recherche et Décroissance, chercheur à ICTA, UAB (Barcelone, Espagne), Ashish KOTHARI membre de Kalpavriksh (Pune, Inde) et Alberto ACOSTA professeur à Flacso (Quito, Equateur)